



Déclaration des présidents de la Communauté de Travail des Pyrénées pour l'approbation du document joint portant sur la "Contribution de la CTP sur l'avenir de la politique de Cohésion (2014-2020)"

28 octobre 2010

La Communauté de Travail des Pyrénées (CTP), née en 1983, réunit les Régions et les Communautés Autonomes bordant la frontière franco-espagnole et l'Andorre. Elle a comme objectif de contribuer au développement des Pyrénées tout en assurant la prise en compte de ses enjeux et la préservation de ses richesses.

Alors que le débat sur le devenir de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 est ouvert, la Communauté de Travail des Pyrénées souhaite apporter sa contribution en tant qu'organisme de coopération, acteur d'un territoire transfrontalier de 18 millions d'habitants et autorité de gestion d'un programme opérationnel.

Renforcer la cohésion et la solidarité entre les territoires est plus que jamais nécessaire dans un contexte fragilisé par la crise économique qui touche l'ensemble des pays européens et risque de conduire à des replis identitaires. Il s'agit de redonner confiance dans le projet de construction européenne en plaçant le citoyen au cœur de ses politiques.

La CTP propose ainsi de **renforcer la dimension territoriale de la politique de cohésion**. Les moyens budgétaires doivent être à la hauteur des ambitions de cette politique. Afin d'en renforcer l'impact, elle doit remplir deux critères fondamentaux :

- Etre mise en œuvre au plus près des réalités des territoires ;
- Faciliter son appropriation par les citoyens à travers des procédures simplifiées.

La Communauté de Travail des Pyrénées **demande que les autorités régionales soient mieux associées à leur définition et à leur déclinaison territoriale**. Elles sont en effet les premières à mettre en œuvre et à anticiper les priorités politiques européennes.

Les organismes de coopération, tels que la CTP, doivent apporter leur plus-value à ces politiques, dès leur conception. En ce sens, la création de l'Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique illustre la volonté et la capacité des membres de la CTP à préparer collectivement des politiques concertées d'adaptation aux effets du changement climatique à l'échelle de l'ensemble de la chaîne des Pyrénées.

Forte de l'expérience de gestion du Programme Opérationnel de Coopération Territoriale Espagne-France-Andorre (POCTEFA), exemple unique, à l'échelle de l'Union européenne, d'un regroupement de territoires gestionnaire d'un programme de coopération, la CTP considère que les **structures de coopération transfrontalière** déployant une stratégie de développement territorial intégré, doivent continuer à **être reconnues comme légitimes en matière de gestion et de gouvernance des programmes européens** de coopération territoriale.

C'est en mobilisant les crédits au plus près du terrain que l'on en accroît l'efficacité et que l'on donne du sens à l'intervention européenne auprès des citoyens.

Considérant que :

- les institutions communautaires reconnaissent depuis de nombreuses années que l'identité européenne se construit tout particulièrement dans les espaces transfrontaliers, véritables zones d'expérimentation du « vouloir vivre ensemble »
- les territoires transfrontaliers tendent à se structurer au sein d'espaces cohérents de coopération.

La CTP affirme qu'une **véritable politique transfrontalière** est un **levier efficace pour une meilleure cohésion territoriale**.

Considérant l'importance du maintien et du renforcement de la politique de cohésion, la Communauté de Travail des Pyrénées :

> demande que cette politique **s'adresse à l'ensemble des régions européennes** afin de poursuivre l'objectif de réduire les inégalités de développement entre régions et soutenir une croissance durable et responsable sur l'ensemble du territoire européen. De fortes disparités infra régionales subsistent au sein de nos territoires, la politique de cohésion doit ainsi être employée à garantir un meilleur équilibre. La politique de cohésion est également un instrument efficace et nécessaire à la promotion des priorités des politiques destinées à accroître la compétitivité dans l'ensemble de l'Union Européenne.

> souhaite que la nouvelle politique de cohésion **concoure à la réussite des objectifs posés par la stratégie UE 2020**, en matière d'emploi, de recherche et de développement, de climat et d'énergie, d'éducation, et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

> propose de **renforcer la dimension territoriale** consacrée, par le Traité de Lisbonne, comme l'un des piliers fondamentaux de la politique de cohésion aux côtés des objectifs économiques et sociaux. Le Traité a en effet ouvert la voie aux échelons locaux et régionaux en donnant notamment un rôle accru au Comité des Régions, garant du principe de subsidiarité dans la mise en œuvre des politiques européennes. La CTP salue d'ailleurs cette initiative.

> rappelle son attachement à l'objectif de coopération territoriale et **préconise le maintien des trois volets actuels : transfrontalier, transnational et interrégional**. En tant que levier de cohésion entre les territoires, la coopération territoriale européenne doit être facilitée et promue car elle permet de réduire l'impact négatif des frontières sur le développement économique et l'intégration sociale.

> considère que **les espaces transfrontaliers géographiquement cohérents**, tel que celui de la frontière franco-hispano-andorrane, qui jouent un rôle de pivot et donnent tout son sens à la construction européenne, **doivent bénéficier d'équipements structurants** indispensables à leur développement équilibré ; et défend une programmation au niveau régional, échelon pertinent en termes d'aménagement et de développement du territoire.

> demande, en application du principe de subsidiarité, que la participation des différentes autorités et/ou des gouvernements régionaux soit facilitée pour la programmation, le suivi et la gestion des fonds destinés à l'Objectif 3.

> juge nécessaire que, pendant la prochaine période de programmation, les procédures de gestion et de contrôle des fonds de la politique de cohésion soient simplifiées, en restructurant les processus bureaucratiques actuels qui démotivent et compliquent la participation des agents.

> demande une **plus grande prise en compte**, dans la politique de cohésion post-2013 et dans l'ensemble des politiques sectorielles de l'Union européenne, **des zones de montagne** dont les spécificités géographiques font la force de ses territoires et encouragent à mener des politiques volontaristes et des projets très ambitieux.

Par cette déclaration, nous approuvons le document joint portant sur la "Contribution de la CTP sur l'avenir de la politique de Cohésion (2014-2020)"



Contribution de la Communauté de Travail des Pyrénées sur l'avenir de la politique de Cohésion (2014-2020)

28 octobre 2010

La Communauté de Travail des Pyrénées (CTP), née en 1983, réunit les Régions et les Communautés Autonomes bordant la frontière franco-espagnole et l'Andorre. Elle a comme objectif de contribuer au développement des Pyrénées tout en assurant la prise en compte de ses enjeux et la préservation de ses richesses.

Alors que le débat sur le devenir de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 est ouvert, la Communauté de Travail des Pyrénées souhaite apporter sa contribution en tant qu'organisme de coopération, autorité de gestion d'un programme opérationnel et acteur d'un territoire transfrontalier de 18 millions d'habitants.

Dans un contexte fragilisé par la crise économique profonde qui touche l'ensemble des pays européens et risque de conduire à des replis identitaires, renforcer la cohésion et la solidarité entre les territoires est plus que jamais nécessaire. La Communauté de Travail des Pyrénées propose ainsi de **renforcer la politique de cohésion et les moyens budgétaires** qui y sont alloués et de mettre en œuvre cette politique au plus près des réalités des territoires en vue d'en renforcer l'impact et en simplifiant la gestion administrative.

Alors que le Traité de Lisbonne a ouvert la voie aux échelons locaux et régionaux en consacrant le principe de cohésion territoriale comme un pilier fondamental aux côtés de la cohésion économique et sociale, la CTP souhaite que **cette dimension territoriale soit encore renforcée**. La CTP salue d'ailleurs le rôle accru du Comité des Régions, garant du principe de subsidiarité dans la mise en œuvre des politiques européennes.

Ensuite, il nous semble fondamental que la **nouvelle politique de cohésion concoure à la réussite des objectifs posés par la stratégie UE 2020**, en matière d'emploi, de recherche et de développement, de climat et d'énergie, d'éducation, et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. A cet égard, les autorités régionales, qui sont les premières à mettre en œuvre et à anticiper les priorités politiques européennes doivent être mieux associées à leur définition et déclinaison territoriale. De même, les organismes de coopération, tels que la CTP, doivent eux aussi apporter leur plus value à la conception et à la mise en œuvre de ces politiques à l'échelon territorial pertinent. En ce sens, la création de l'Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique illustre la volonté et la capacité des membres de la CTP à préparer collectivement des politiques concertées d'adaptation aux effets du changement climatique à l'échelle de l'ensemble de la chaîne des Pyrénées.

La CTP rappelle son attachement à certains principes :

- ❑ **Une politique de cohésion pour toutes les régions européennes**

Véritable préalable pour garantir la réussite de ses objectifs, la politique de cohésion doit s'adresser à l'ensemble des régions européennes. Pendant plusieurs années, cette politique a permis de réduire les inégalités de développement entre régions : cet objectif prioritaire doit être poursuivi et les moyens qui en découlent renforcés. Ainsi, il apparaît essentiel de rappeler que de fortes disparités infra régionales subsistent au sein de nos territoires, et qu'à ce titre, la politique de cohésion doit être employée à garantir un meilleur équilibre. La politique de cohésion s'est révélée efficace pour la promotion des politiques visant à renforcer la compétitivité sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne. Par conséquent, toutes les régions européennes doivent bénéficier de cette politique et des moyens qui en découlent afin de soutenir une croissance durable et responsable sur l'ensemble du territoire européen.

❑ **Coopération territoriale et renforcement du volet transfrontalier**

Les institutions communautaires ont intégré depuis de nombreuses années le fait que l'identité européenne se construit tout particulièrement dans les espaces transfrontaliers, véritables zones d'expérimentation du « vouloir vivre ensemble ». Parallèlement, les territoires transfrontaliers ont bien conscience des intérêts qu'ils ont à se structurer afin d'en retirer des économies d'échelle, des bénéfices et des avantages collectifs au sein d'espaces cohérents de coopération. Dans ce cadre, une véritable politique transfrontalière constitue un outil indispensable et un levier efficace pour une meilleure cohésion territoriale.

Un volet transfrontalier renforcé

Les espaces transfrontaliers géographiquement cohérents, tel que celui de la frontière franco-espagnole, doivent être renforcés afin de jouer pleinement leur rôle de pivot, donnant ainsi tout son sens à la construction européenne, et dotant ces ensembles des équipements structurants indispensables à leur développement équilibré.

Les structures de coopération transfrontalière déployant une stratégie de développement territorial intégré, doivent continuer d'être reconnues comme légitimes en matière de gestion et de gouvernance des programmes européens de coopération territoriale.

La coopération territoriale au cœur de la politique de cohésion

Plus largement, la CTP rappelle son attachement à l'objectif de coopération territoriale et préconise le maintien des trois volets actuels : transfrontalier, transnational et interrégional. En tant que levier de cohésion entre les territoires, la coopération territoriale européenne doit être facilitée et promue car elle permet de réduire l'impact négatif des frontières sur le développement économique et l'intégration sociale.

❑ **Programmation au niveau régional et meilleure coordination entre les fonds structurels**

Une programmation au niveau régional

La CTP illustre la capacité de l'échelon régional à gérer efficacement les fonds structurels à travers une prise en compte réelle des spécificités territoriales. Elle favorise également une meilleure articulation entre les objectifs de l'Union européenne et les priorités politiques régionales. De plus, elle permet une utilisation stratégique des fonds européens au regard de la programmation des fonds nationaux.

Ce constat a trouvé une illustration toute particulière dans la programmation du volet transfrontalier puisque l'expérience a montré que l'échelon régional était le plus cohérent pour la mise en œuvre et le financement de projets structurants. Ainsi, la CTP, exemple unique à l'échelle de l'Union européenne d'entité transfrontalière gestionnaire d'un programme de coopération, le Programme Opération de Coopération Territoriale Espagne France-Andorre (POCTEFA) a d'ores et déjà permis la programmation d'importants projets structurants pour cet espace transfrontalier et une consommation efficace des fonds européens. Toutefois, excepté dans le cas où une région

ou un organisme de coopération (CTP) est autorité de gestion, dans toutes les autres situations, les autorités régionales ont été tenues à l'écart des procédures de sélection des dossiers et de leur suivi. Il est donc nécessaire de mieux valoriser les initiatives telles qu'URBACT et INTERREG IV C où l'autorité régionale se doit d'apporter un soutien formel aux projets relevant de sa compétence, préalablement à toute présentation aux autorités de gestion.

Une meilleure articulation entre les fonds structurels

La CTP souhaite d'autre part qu'une réflexion sur une meilleure coordination entre les fonds structurels soit engagée dans une perspective de plus grande efficacité de la politique de cohésion sur le territoire de l'Union.

Dans cette perspective, nous affirmons notre attachement au maintien du FSE dans le cadre de la politique de cohésion en coordination avec le FEDER.

□ Une plus grande prise en compte des zones de montagne

Les zones de montagne jouissent de spécificités géographiques qui encouragent à mener des politiques volontaristes et des projets très ambitieux. Cette spécificité, qui fait également la force de nos territoires, devrait faire l'objet d'une reconnaissance toute particulière dans la politique de cohésion post-2013 et dans l'ensemble des politiques sectorielles de l'Union.

En effet, et afin de donner corps à la reconnaissance, par le Traité de Lisbonne, de cette spécificité géographique, il nous semble primordial de continuer à associer des moyens conséquents aux réalités particulières des territoires de montagne dans le cadre de la future politique de cohésion.

Réduire l'actuelle superposition de contrôles

La simplification des procédures de gestion et de contrôle des fonds relevant de la politique de cohésion est un objectif maintes fois renouvelé et inscrit dans les documents de programmation et dans les règlements, sans pour autant avoir été atteint. L'un des défis majeurs de la prochaine période de programmation est de faciliter l'appropriation des fonds par les bénéficiaires, afin qu'ils ne les considèrent pas comme un dispositif impliquant une surcharge bureaucratique contreproductive.



Declaración de los presidentes de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos mediante la cual se aprueba el documento adjunto “Contribución de la CTP sobre el futuro de la política de Cohesión (2014-2020)”

28 de octubre de 2010

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos (CTP), nacida en 1983, reúne las Regiones y las Comunidades Autónomas que rodean la frontera franco-española y Andorra. Su objetivo radica en contribuir en el desarrollo de los Pirineos, garantizando al mismo tiempo la consideración de sus desafíos y la conservación de sus riquezas.

Mientras que el debate sobre el futuro de la política de cohesión para el periodo de 2014-2020 permanece abierto, la Comunidad de Trabajo de los Pirineos desea aportar su contribución como organismo de cooperación, actor de un territorio transfronterizo de 18 millones de habitantes y autoridad gestora de un programa operativo.

Consolidar la cohesión y la solidaridad entre los territorios es necesario, ahora más que nunca, en un contexto debilitado por la crisis económica que afecta a todos los países europeos y puede conllevar repliegues de identidad. Se trata de dar confianza al proyecto de construcción europea, colocando al ciudadano en pleno corazón de sus políticas.

Así pues, la CTP propone **consolidar la dimensión territorial de la política de cohesión**. Los medios presupuestarios deben estar al nivel de los objetivos de esta política. Con vistas a consolidar el impacto, debe responder a dos criterios fundamentales:

- Ser implementada lo más cerca posible de la realidad de los territorios;
- Facilitar su apropiación por parte de los ciudadanos, mediante procedimientos simplificados.

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos **solicita que las autoridades regionales estén mejor asociadas a su definición y a su implantación territorial**. Así pues, son las primeras en implementar y en anticipar las prioridades políticas europeas.

Los organismos de cooperación, como la CTP, deben aportar su plusvalía a dichas políticas, desde su diseño. En dicho sentido, la creación del Observatorio Pirenaico del Cambio Climático ilustra el deseo y la capacidad de los miembros de la CTP a la hora de preparar colectivamente políticas concertadas de adaptación a los efectos del cambio climático a nivel del conjunto de la cadena de los Pirineos.

Dotada de una gran experiencia de gestión del Programa Operativo de Cooperación Territorial entre España, Francia y Andorra (POCTEFA), ejemplo único, a nivel de la Unión Europea, de una agrupación de territorios gestor de un programa de cooperación, la CTP considera que las **estructuras de cooperación transfronteriza** que aplican una estrategia de desarrollo territorial integrado, deben seguir siendo **reconocidas como legítimas en materia de gestión y de gobernanza de los programas europeos** de cooperación territorial.

La movilización de los créditos al nivel más cercano posible del terreno es imprescindible para aumentar la eficacia y dar sentido a la intervención europea ante los ciudadanos.

Considerando que:

- las instituciones comunitarias reconocen desde hace muchos años que la identidad europea se construye concretamente en los espacios transfronterizos, auténticas zonas de experimentación del "deseo de vivir juntos"
- los territorios transfronterizos tienden a estructurarse en espacios coherentes de cooperación.

La CTP afirma que una **auténtica política transfronteriza** constituye un **propulsor eficaz para lograr una mejor cohesión territorial**.

Considerando la importancia del mantenimiento y de la consolidación de la política de cohesión, la Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

> solicita que esta política **se dirija a todas las regiones europeas** con vistas a lograr el objetivo de reducir las desigualdades de desarrollo entre regiones y respaldar un crecimiento sostenible y responsable en todo el territorio europeo. Como aún siguen existiendo grandes disparidades infrarregionales en nuestros territorios, la política de cohesión debe utilizarse con vistas a garantizar un mejor equilibrio. La política de cohesión es también un instrumento eficaz y necesario para promover las prioridades de las políticas dirigidas a aumentar la competitividad en el conjunto de la Unión Europea.

> desea que la nueva política de cohesión **contribuya al logro de los objetivos fijados por la estrategia UE 2020**, en materia de empleo, investigación y desarrollo, clima y energía, educación y lucha contra la pobreza y la exclusión.

> propone **consolidar la dimensión territorial** consagrada, por el Tratado de Lisboa, como uno de los pilares fundamentales de la política de cohesión junto a los objetivos económicos y sociales. Así pues, el Tratado abrió posibilidades a los niveles locales y regionales, al ofrecer concretamente un papel más importante al Comité de Regiones, garante del principio de subsidiariedad en la implementación de las políticas europeas. Por otro lado, la CTP saluda esta iniciativa.

> recuerda su apego al objetivo de cooperación territorial y **aconseja el mantenimiento de las tres partidas actuales: transfronteriza, transnacional e interregional**. Como motor de cohesión entre los territorios, la cooperación territorial europea debe ser facilitada y promovida, ya que permite reducir el impacto negativo de las fronteras en el desarrollo económico y en la integración social.

> considera que **los espacios transfronterizos geográficamente coherentes**, como el de la frontera franco-española-andorrana, que desempeñan un papel de pivote y dan su auténtico sentido a la construcción europea, **deben beneficiarse de equipos estructurantes** indispensables para su desarrollo equilibrado; y defiende una programación al nivel regional, escalón pertinente en términos de acondicionamiento y desarrollo del territorio.

> pide, en aplicación del principio de subsidiariedad, que se facilite la participación de las distintas autoridades y/o gobiernos regionales en la programación, seguimiento y gestión de los fondos destinados al Objetivo 3.

> cree necesario que en el próximo periodo de programación se simplifiquen los procedimientos de gestión y control de los fondos de la política de cohesión reestructurando los actuales procesos burocráticos que desincentivan y dificultan la participación de los agentes.

- solicita una **mayor consideración**, en la política de cohesión posterior a 2013 y en todas las políticas sectoriales de la Unión europea, **de las zonas de montaña**, cuyas especificidades geográficas constituyen la fuerza de sus territorios y fomentan la dirección de políticas voluntaristas y proyectos muy ambiciosos.

Mediante esta declaración aprobamos el documento adjunto "Contribución de la CTP sobre el futuro de la política de Cohesión (2014-2020)"



Contribución de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos sobre el futuro de la política de Cohesión (2014-2020)

28 de octubre de 2010

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos (CTP), nacida en 1983, reúne las Regiones y las Comunidades Autónomas que rodean la frontera franco-española y Andorra. Su objetivo radica en contribuir en el desarrollo de los Pirineos, garantizando al mismo tiempo la consideración de sus desafíos y la conservación de sus riquezas.

Mientras que el debate sobre el futuro de la política de cohesión para el periodo de 2014-2020 permanece abierto, la Comunidad de Trabajo de los Pirineos desea aportar su contribución como organismo de cooperación, autoridad gestora de un programa operativo y actor de un amplio territorio transfronterizo de 18 millones de habitantes.

En un contexto debilitado por la crisis económica profunda que afecta a todos los países europeos y que puede conllevar repliegues de identidad, ahora más que nunca es indispensable consolidar la cohesión y la solidaridad entre los territorios. Así pues, la Comunidad de Trabajo de los Pirineos propone **consolidar la política de cohesión y los medios presupuestarios** atribuidos a la misma e implementar esta política lo más cerca posible de las realidades de los territorios con vistas a consolidar el impacto y simplificando la gestión administrativa.

Mientras que el Tratado de Lisboa abrió la vía a los niveles locales y regionales, consagrando el principio de cohesión territorial como un pilar fundamental junto a la cohesión económica y social, la CTP desea que **esta dimensión territorial se consolide aún más**. Por otro lado, la CTP destaca el gran papel desempeñado por el Comité de Regiones, garante del principio de subsidiariedad en la implementación de las políticas europeas.

A continuación, nos parece fundamental que la **nueva política de cohesión contribuya al logro de los objetivos fijados por la estrategia UE 2020** en materia de empleo, investigación y desarrollo, clima y energía, educación y lucha contra la pobreza y la exclusión. En cuanto a ello, las autoridades regionales, que son las primeras en implementar e incluso en anticipar las prioridades políticas europeas, deben estar mejor asociadas a su definición y a su aplicación territorial. Del mismo modo, los organismos de la cooperación, como la CTP, también deben aportar su plusvalía en la concepción y en la implementación de estas políticas en el nivel territorial pertinente. En dicho sentido, la creación del Observatorio Pirenaico del Cambio Climático ilustra el deseo y la capacidad de los miembros de la CTP a la hora de preparar colectivamente políticas concertadas de adaptación a los efectos del cambio climático a nivel del conjunto de la cadena de los Pirineos.

La CTP recuerda su apego a determinados principios:

□ Una política de cohesión para todas las regiones europeas

Auténtico prerrequisito para garantizar el logro de sus objetivos, la política de cohesión debe dirigirse a todas las regiones europeas. Durante varios años, esta política ha permitido reducir las desigualdades de desarrollo entre regiones: este objetivo prioritario debe seguir en pie y se deberán consolidar los medios necesarios para ello. De este modo, resulta esencial recordar que siguen existiendo grandes disparidades infrarregionales en el seno de nuestros territorios y que frente a ello, la política de cohesión deberá utilizarse para garantizar un mejor equilibrio. La política de cohesión se muestra eficaz para promover las prioridades de las políticas dirigidas a aumentar la competitividad en el conjunto de la Unión Europea. Por consiguiente, todas las regiones europeas deben beneficiar de esta política y de los medios correspondientes para respaldar un crecimiento sostenible y responsable en todo el territorio europeo.

□ Cooperación territorial y consolidación de la partida transfronteriza

Las instituciones comunitarias han integrado desde hace muchos años la idea de que la identidad europea se construye concretamente en los espacios transfronterizos, auténticas zonas de experimentación del "deseo de vivir juntos". En paralelo, los territorios transfronterizos son conscientes del interés que presenta su estructuración, con vistas a realizar economías de escala, beneficios y ventajas colectivas en espacios coherentes de cooperación. En este marco, una auténtica política transfronteriza constituye una herramienta indispensable y un motor eficaz para lograr una mejor cohesión territorial.

Una partida transfronteriza consolidada

Los espacios transfronterizos geográficamente coherentes, como el de la frontera franco-española, deben consolidarse para desempeñar plenamente su papel de base, dando de este modo el sentido a la construcción europea, y dotando a estos conjuntos con los equipos estructurantes indispensables para su desarrollo equilibrado.

Las estructuras de cooperación transfronteriza que utilizan una estrategia de desarrollo territorial integrado, deben seguir siendo reconocidas como espacios legítimos en materia de gestión y de gobernanza de los programas europeos de cooperación territorial.

La cooperación territorial en pleno centro de la política de cohesión

Por lo general, la CTP recuerda su apego al objetivo de cooperación territorial y aconseja el mantenimiento de las tres partidas actuales: transfronteriza, transnacional e interregional. Como motor de cohesión entre los territorios, la cooperación territorial europea debe ser facilitada y promovida, ya que permite reducir el impacto negativo de las fronteras en el desarrollo económico y en la integración social.

□ Programación a nivel regional y mejor coordinación entre los fondos estructurales

Una programación a nivel regional

La CTP ilustra la capacidad del nivel regional a la hora de gestionar eficazmente los fondos estructurales, mediante una auténtica consideración de las especificidades territoriales. Del mismo modo, favorece una mejor articulación entre los objetivos de la Unión europea y las prioridades políticas regionales. Además, permite un uso estratégico de los fondos europeos con respecto a la programación de los fondos nacionales.

Esta constatación fue concretamente ilustrada en la programación de la partida transfronteriza, ya que la experiencia ha demostrado que el nivel regional era el más coherente para la implementación y la financiación de proyectos estructurantes. De este modo, la CTP, ejemplo único a nivel de la Unión europea de entidad transfronteriza gestora de un programa de cooperación, el Programa Operativo de Cooperación Territorial entre

España, Francia y Andorra (POCTEFA), ya ha permitido la programación de importantes proyectos estructurantes para este espacio transfronterizo y un consumo eficaz de los fondos europeos. Sin embargo, fuera del caso en que una región o organismo de cooperación (CTP) son autoridad de gestión, en el resto de situaciones, las autoridades regionales han quedado fuera de los procesos de selección de las operaciones y de su seguimiento. Es necesario profundizar en las iniciativas como URBACT e INTERREG IV C en las que la autoridad regional ha de dar apoyo formal los proyectos dentro de su competencia, como paso previo a su presentación a las autoridades de gestión.

Una mejor articulación entre los fondos estructurales

Por otro lado, la CTP desea que se inicie una reflexión sobre una mejor coordinación entre los fondos estructurales con vistas a aumentar la eficacia de la política de cohesión en el territorio de la Unión.

En dicha perspectiva, afirmamos nuestro apego al mantenimiento del FSE en el marco de la política de cohesión en coordinación con el FEDER.

□ Una mayor consideración de las zonas de montaña

Las zonas de montaña gozan de especificidades geográficas que fomentan la dirección de políticas voluntaristas y proyectos muy ambiciosos. Esta especificidad, que también forma parte de la fuerza de nuestros territorios, debería ser concretamente reconocida en la política de cohesión posterior a 2013 y en todas las políticas sectoriales de la Unión.

Así pues, y con vistas a oficializar el reconocimiento, mediante el Tratado de Lisboa, de esta especificidad geográfica, nos parece indispensable seguir asociando medios consecuentes a las realidades particulares de los territorios de montaña en el marco de la futura política de cohesión.

□ Reducir la actual hiperposición de controles

La simplificación de los procedimientos de gestión y control de los fondos de la política de cohesión es un objetivo reiterado que aparece en los documentos programáticos y en los reglamentos pero ha fracasado. Uno de los retos más importantes del próximo periodo de programación es conseguir una mayor amabilidad de los fondos, que por parte de los beneficiarios no sean vistos como un recurso que viene acompañado de una carga burocrática desmesurada que en nada los favorecen.



Declaració dels presidents de la Comunitat de Treball dels Pirineus mitjançant la qual s'aprova el document adjunt "Contribució de la Comunitat de Treball dels Pirineus sobre el futur de la política de cohesió (2014-2020)

28 d'octubre de 2010

La Comunitat de Treball dels Pirineus (CTP) es va constituir l'any 1983 i agrupa les regions i comunitats autònomes de la frontera francoespanyola i Andorra. L'objectiu de la CTP és contribuir en el desenvolupament dels Pirineus, sense deixar de banda els seus reptes i trets particulars i la preservació de la seva riquesa.

La Comunitat de Treball dels Pirineus vol aprofitar l'actual debat sobre el futur de la política de cohesió per al període 2014-2020 per aportar el seu granet de sorra com a organisme de cooperació, actor d'un territori transfronterer de 18 milions d'habitants i autoritat de gestió d'un programa operacional.

Reforçar la cohesió i la solidaritat entre els territoris és més necessari que mai en un context debilitat per la crisi econòmica que afecta el conjunt dels països europeus i pot desembocar en tancaments identitaris. Es tracta de tornar a confiar en el projecte de construcció europea situant la ciutadania en el centre de les polítiques.

Per tant, la CTP proposa **reforçar la dimensió territorial de la política de cohesió**. Els mitjans pressupostaris han d'estar a l'altura de les ambicions d'aquesta política. Per reforçar-ne l'impacte, ha de complir dos criteris fonamentals:

- Apropar-se al màxim a les realitats dels territoris.
- Promoure que la ciutadania l'adopti com a pròpia a partir de procediments simplificats.

La Comunitat de Treball dels Pirineus **desitja que les autoritats regionals estiguin més vinculades a la seva definició i adaptació territorial**. De fet, són les primeres a implantar i anticipar les prioritats polítiques europees.

Els organismes de cooperació com la CTP, han d'aportar la seva plus-vàlua a aquestes polítiques, des de la seva concepció. En aquesta línia, la creació de l'Observatori Pirinenc del Canvi Climàtic demostra la voluntat i la capacitat dels membres de la CTP de preparar col·lectivament polítiques concertades d'adaptació als efectes del canvi climàtic en l'àmbit del conjunt de la cadena dels Pirineus.

Amb una àmplia experiència en la gestió del Programa Operacional de Cooperació Territorial Espanya-França-Andorra (POCTEFA), un exemple únic, en l'àmbit de la Unió Europea, d'una agrupació de territoris gestor d'un programa de cooperació, la CTP considera que cal que les **estructures de cooperació transfronterera** que implanten una

estratègia de desenvolupament territorial integrat continuïn **sent reconegudes com a legítimes en matèria de gestió i de direcció de programes europeus** de cooperació territorial.

Si volem augmentar l'eficàcia i donar sentit a la intervenció europea entre la ciutadania, cal mobilitzar els crèdits a la realitat de la zona.

Tenint en compte que:

- les institucions comunitàries reconeixen des de fa nombrosos anys que la identitat europea es construeix de manera particular en els espais transfronterers, autèntiques zones d'experimentació del "voler viure plegats",
- els territoris transfronterers tendeixen a estructurar-se en espais coherents de cooperació.

La CTP subratlla que una **autèntica política transfronterera** constitueix un instrument **eficaç per millorar la cohesió territorial**.

Tenint en compte la importància del manteniment i el reforç de la política de cohesió, la Comunitat de Treball dels Pirineus:

> demana que aquesta política **s'adreci al conjunt de les regions europees** per aconseguir l'objectiu de reduir les desigualtats de desenvolupament entre regions i promoure un creixement sostenible i responsable en el conjunt del territori europeu. En els nostres territoris subsisteixen importants diferències infraregionals; per tant, la política de cohesió ha de servir per garantir més equilibri. La política de cohesió també és una eina eficaç i necessària per promoure les prioritats de les polítiques d'augment de la competitivitat en el conjunt de la Unió Europea.

> vol que la nova política de cohesió **contribueixi en l'èxit dels objectius plantejats per l'estratègia UE 2020**, en matèria d'ocupació, de recerca i de desenvolupament, de clima i d'energia, d'educació, i de lluita contra la pobresa i l'exclusió.

> proposa **reforçar i consolidar la dimensió territorial**, considerada, pel Tractat de Lisboa, com un dels pilars fonamentals de la política de cohesió, juntament amb els objectius econòmics i socials. El Tractat ha donat protagonisme als esglaons locals i regionals, atorgant, entre altres, una funció reforçada al Comitè de les Regions, garant del principi de subsidiarietat en la implantació de les polítiques europees. Cal recordar que la CTP dóna suport a la iniciativa.

> recorda el seu acord amb l'objectiu de cooperació territorial i **recomana el manteniment dels tres apartats actuals: transfronterer, transnacional i interregional**. Com a motor de cohesió entre els territoris, cal facilitar i promoure la cooperació territorial europea, perquè permet reduir l'impacte negatiu de les fronteres en el desenvolupament econòmic i la integració social.

> considera que **els espais transfronterers coherents geogràficament**, com el de la frontera francoespanyola, que juguen una funció de base i donen sentit a la construcció europea, **han de disposar d'equipaments estructuradors** necessaris per a un desenvolupament equilibrat i defensa una programació en l'àmbit regional, el nivell adequat en termes d'ordenació i desenvolupament del territori.

> sol·licita, en aplicació del principi de subsidiarietat, que es faciliti la participació de les diferents autoritats i governs regionals en la programació, el seguiment i la gestió dels fons destinats a l'Objectiu 3.

> creu necessari que en el proper període de programació se simplifiquin els procediments de gestió i control dels fons de la política de cohesió a partir de la reestructuració dels actuals procediments burocràtics que dificulten i frenen la participació dels agents.

> demana que la política de cohesió post-2013 i el conjunt de les polítiques sectorials de la Unió Europea **tinguin més en compte les zones de muntanya**, les especificitats de les quals són l'orgull i la força dels seus territoris i fomenten la implantació de polítiques voluntaristes i projectes molt ambiciosos.

Amb aquesta declaració aprovem el document adjunt “Contribució de la Comunitat de Treball dels Pirineus sobre el futur de la política de cohesió (2014-2020)”

Contribució de la Comunitat de Treball dels Pirineus sobre el futur de la política de cohesió (2014-2020)

28 d'octubre de 2010

La Comunitat de Treball dels Pirineus (CTP) es va constituir l'any 1983 i agrupa les regions i comunitats autònomes de la frontera francoespanyola i Andorra. L'objectiu de la CTP és contribuir al desenvolupament dels Pirineus, sense deixar de banda els seus reptes i trets particulars i la preservació de la seva riquesa.

La Comunitat de Treball dels Pirineus vol aprofitar l'actual debat sobre la política de cohesió per al període 2014-2020 per aportar la seva contribució com a organisme de cooperació, autoritat de gestió d'un programa operacional i actor d'un ampli territori transfronterer, amb 18 milions d'habitants.

Reforçar la cohesió i la solidaritat entre els territoris és més necessari que mai en un context debilitat per la important crisi econòmica, que afecta el conjunt dels països europeus i que pot comportar un tancament identitari. La Comunitat de Treball dels Pirineus proposa **reforçar la política de cohesió i els mitjans pressupostaris** i implantar aquesta política al més a prop possible dels territoris per augmentar-ne l'impacte i simplificar la gestió administrativa.

El Tractat de Lisboa ha donat protagonisme als esglaons locals i regionals, considerant el principi de cohesió com un dels pilars fonamentals, juntament amb la cohesió econòmica i social; la CTP, però, vol, que **es reforci encara més aquesta dimensió territorial**. La CTP també vol destacar la gran tasca del Comitè de les Regions, garant del principi de subsidiarietat en la implantació de les polítiques europees.

A més, creiem que és fonamental que la **nova política de cohesió contribueixi en l'èxit dels objectius implantats per l'estratègia UE 2020**, en matèria d'ocupació, de recerca i de desenvolupament, de clima i d'energia, d'educació, i de lluita contra la pobresa i l'exclusió. Des d'aquest punt de vista, les autoritats regionals, que són les primeres a implantar i anticipar les prioritats polítiques europees, han d'estar més vinculades a la definició i l'adaptació territorial. Així doncs, els agrupaments de regions, com la CTP, també han d'aportar la seva plus-vàlua en la concepció i implantació d'aquestes polítiques en l'àmbit territorial corresponent. En aquesta línia, la creació de l'Observatori Pirinenc del Canvi Climàtic demostra la voluntat i la capacitat dels membres de la CTP de preparar col·lectivament polítiques concertades d'adaptació als efectes del canvi climàtic en l'àmbit del conjunt de la cadena dels Pirineus.

La CTP recorda el seu acord amb alguns principis:

- **Política de cohesió per a totes les regions europees**

Cal que la política de cohesió s'adreci al conjunt de les regions europees per garantir l'èxit dels seus objectius. Durant diversos anys, aquesta política ha permès reduir les desigualtats de desenvolupament entre regions; cal mantenir aquest objectiu com a objectiu prioritari i

reforçar-ne els mitjans per fer-lo possible. Creiem convenient recordar que en els nostres territoris subsisteixen importants diferències infraregionals; per tant, la política de cohesió ha de servir per garantir més equilibri. La política de cohesió és eficaç a l'hora de promoure les prioritats de les polítiques adreçades a augmentar la competitivitat dins del conjunt de la Unió Europea. Totes les regions europees s'han de beneficiar d'aquesta política i dels mitjans corresponents per poder permetre un creixement sostenible i responsable en el conjunt del territori europeu.

□ **Cooperació territorial i reforç de l'apartat transfronterer**

Des de fa nombrosos anys les institucions comunitàries observen que la identitat europea es construeix de manera particular en els espais transfronterers, autèntiques zones d'experimentació del "voler viure plegats". De manera paral·lela, els territoris transfronterers són conscients dels interessos que poden aconseguir si s'estructuren, per extreure'n economia d'escala, beneficis i avantatges col·lectius en espais de cooperació coherents. En aquest context, una veritable política transfronterera constitueix una eina bàsica i eficaç per millorar la cohesió social.

Apartat transfronterer reforçat

Cal reforçar els espais transfronterers coherents geogràficament, com el de la frontera francoespanyola. Han de disposar d'equipaments estructuradors necessaris per a un desenvolupament equilibrat, perquè exerceixin plenament la seva funció de base i donin sentit a la construcció europea.

Cal que les estructures de cooperació transfronterera que implanten una estratègia de desenvolupament territorial integrat continuïn sent reconegudes com a legítimes en matèria de gestió i de direcció dels programes europeus de cooperació territorial.

Cooperació territorial al centre de la política de cohesió

En general, la CTP manifesta el seu acord amb l'objectiu de cooperació territorial i recomana el manteniment dels tres apartats actuals: transfronterer, transnacional i interregional. Com a motor de cohesió entre els territoris, cal facilitar i promoure la cooperació territorial europea, perquè permet reduir l'impacte negatiu de les fronteres en el desenvolupament econòmic i la integració social.

□ **Programació en l'àmbit regional i millor coordinació entre els fons estructurals**

Programació en l'àmbit regional

La CTP exemplifica la capacitat de l'espai regional de gestionar eficaçment els fons estructurals tenint en compte les especificitats territorials. També afavoreix una millor articulació i coordinació entre els objectius de la Unió Europea i les prioritats polítiques regionals. A més, permet un ús estratègic dels fons europeus pel que fa a la programació dels fons nacionals.

Aquesta afirmació s'exemplifica clarament en la programació de l'apartat transfronterer, perquè l'experiència ha demostrat que l'àmbit regional és el més indicat per a la implantació i el finançament de projectes estructuradors. La CTP, exemple únic, en l'àmbit de la Unió Europea, d'una entitat transfronterera gestora d'un programa de cooperació, el Programa Operació de Cooperació Territorial Espanya-França-Andorra (POCTEFA), ja ha permès la planificació d'importants projectes estructuradors per a aquest espai transfronterer i una gestió eficaç dels fons europeus. Ara bé, fora d'aquells casos en que una regió o organisme de cooperació (CTP) és autoritat de gestió, en la resta de situacions les autoritats regionals han quedat excloses dels processos de selecció de les operacions i del seu seguiment. Cal

aprofundir en les iniciatives com URBACT i INTERREG IV C, en les que l'autoritat regional ha de donar suport formal als projectes dins de les seves competències, com a pas previ a la seva presentació a les autoritats de gestió.

Millor coordinació entre els fons estructurals

La CTP també vol promoure una millor coordinació entre els fons estructurals, perquè la política de cohesió en el territori de la Unió Europea sigui més eficaç.

Des d'aquest punt de vista, volem mostrar el nostre acord amb el manteniment del FSE en el marc de la política de cohesió en coordinació amb el FEDER.

□ Més presència de les zones de muntanya

Les zones de muntanya presenten especificitats geogràfiques que fomenten la implantació de polítiques voluntaristes i projectes molt ambiciosos. La política de cohesió post-2013 i el conjunt de les polítiques sectorials de la Unió Europea haurien de reservar un reconeixement particular a aquesta característica, que també suposa l'orgull i la força dels nostres territoris.

Creiem que és primordial continuar destinant mitjans conseqüents a les realitats particulars dels territoris de muntanya en el marc de la futura política de cohesió, perquè es faci realitat el reconeixement mostrat pel Tractat de Lisboa d'aquesta especificitat geogràfica.

Reduir l'actual hiperposició de controls

La simplificació dels procediments de gestió i control dels fons de la política de cohesió és un objectiu reiterat que apareix als documents programàtics i reglaments, però ha fracassat. Un dels reptes més importants del pròxim període de programació és aconseguir una més gran amabilitat dels fons, per tal que els seus beneficiaris no els vegin com un recurs associat a una càrrega burocràtica desmesurada que no els afavoreix gens.



Pirinioetako Lan Elkarteen Presidenteen adierazpena “PLEren ekarpena Kohesio politikaren etorkizunera (2014- 2020)” dokumentua onartzeko

2010ko urriaren 28a

Pirinioetako Lan Elkartea (PLE) 1983an sortu zen eta Frantzia, Espainia eta Andorraren arteko mugan kokatzen diren Eskualdeak eta Autonomia Erkidegoak eta Andorra biltzen ditu. Bere helburua Pirinioen garapena sustatzea da egin diren apustuak kontutan hartuta eta inguruaren aberastasuna zainduz.

2014-2020 aldirako kohesio politikaren etorkizunaren gaineko eztabaidak irekita jarraitzen duen bitartean, Pirinioetako Lan Elkartek bere ekarpena egin nahi du kooperazio erakunde gisa, 18 milioi biztanle biltzen dituen mugaz gaindiko lurraldearen eraile gisa eta programa operazional baten kudeatzaile gisa.

Inoiz baino garrantzitsuagoa **da lurraldeen arteko kohesioa eta elkartasuna indartzea** Europako herrialde guztietan eragina izan duen krisi ekonomikoak ahuldutako testuinguruaren eta identitate tolesturak sortzearen arriskuaren aurrean.

PLE-k **kohesio politikaren lurralde-hedadura indartzea** proposatzen du baita ere. Aurrekontu ekonomikoak politika honen helburuak betetzeko bestekoak izan beharko dira. Talka indartzeko, bi irizpide nagusi bete beharko ditu:

- Lurraldeak dituen errealitateetatik urrundu gabe burutzea;
- Hiritarrek hauetaz jabetzea ahalbidetzea sinplifikatutako prozeduren bidez.

Pirinioetako Lan Elkartek eskualdeetako **agintariek harreman hobea eduki dezaten eskatzen du, beraien definizioari eta lurraldearen beharpenari dagokionez**. Europako lehenetsun politikoak martxan jarri eta aurreikusi dituzten lehenak izan baitira.

PLE bezalako lankidetzak erakundeek, balio handia eman behar diete politika hauei, sortzen diren momentutik. Zentzu horretan Aldaketa Klimatikorako Pirinioetako Behatokiak, PLEko kideek, Pirinioetako aldaketa klimatikoak dituen efektuetara moldatzeko zehaztu diren politikak prestatzeko duten nahia eta gaitasuna erakusten du.

Espainia-Frantzia-Andorra Mugaz Bestaldeko Lankidetzak Programak duen (EFAMBLP) kudeaketa esperientziaren erakusle eta adibide paregabea Europar Batasunean, lankidetzak programa bat kudeatzen duten lurralde desberdinen talde gisa, PLEk erabateko lurralde garapen estrategia erakusten duten **mugaz bestaldeko lankidetzak egiturek, Europako lurralde lankidetzak programen kudeaketari eta hauek zuzentzeko moduari dagokionez, legitimotzat hartzen jarraitu behar direla uste du.**

Hiritarren ustez kredituak lurraldera gerturatuz mobilizatzean handitzen da eraginkortasuna eta zentzua ematen dio Europaren esku hartzeari.

Honakoa kontutan hartuz:

- Komunitate erakundeek urte asko eta gero, identitate europarra bereziki mugaz bestaldeko espazioetan eraikitzen dela onartzen dute, «elkarrekin bizitzeko balioaren» benetako esperientzia bertan ematen baita.
- mugaz bestaldeko lurraldeak zentzudun lankidetzaren espazioetan antolatzen dira normalean.

PLE-ren hitzetan mugaz bestaldeko **benetako politika bat palanka ezin hobea da lurralde-koherentsia hobea lortzeko.**

Koherentsia politika mantentzeko eta indartzeko duen garrantzia kontutan hartuta Pirinioetako Lan Elkarrekin honakoa adierazten du:

> aipatutako politika hori **Europako eskualdeen multzora zuzentzea** eskatzen du eskualdeen arteko garapen desberdintasunak gutxitzeko eta Europar hedapen jasangarria eta erantzulea bultzatzeko helburuarekin. Gure lurraldeetan desberdintasun handiak daude eskualde desberdinen artean, koherentsia-politikaren helburua hauen artean dagoen oreka hobetzea da. Koherentsia-politika Europar Batasunean lehiakortasuna areagotzeko zuzenduta dauden politiken lehentasunak sustatzeko tresna eraginkorra eta beharrezkoa da baita ere.

> koherentsia-politika berriak **EU 2020 estrategiak proposatutako helburuak lortzeko bideratzea nahi du**, enplegu, ikerketa eta garapenari dagokionez, baita klimari, energiari, hezkuntzari eta pobrezia- eta bazterketaren aurkako borrokarari dagokionez ere

> Lisboako Hitzarpenak helburu sozial eta ekonomikoak lortzeko koherentsia politikaren ardatz nagusia dela adierazten duen **lurralde-dimentsioa indartzea** proposatzen du. Hitzarpenak, bidea ireki die herri eta eskualde erakundeek, Eskualde Batzordeari garrantzi gehiago emanaz Europako politikak martxan jartzeko orduan subsidiarotasun printzipioa kontutan hartuz. PLE ekimen honen alde agertu da.

> lurralde lankidetzarekin duen lotura azpimarratzen eta **egungo hiru ardatzak mantentzea gomendatzen du: mugaz bestaldekoa, nazioz bestaldekoa eta eskualde artekoa**. Lurraldeen arteko koherentsia lotura gisa, Europako lurralde lankidetzaren erraztu eta sustatu behar da, honek, mugek garapen ekonomikoan eta gizarte integrazioan duten talka negatiboa gutxitzea ahalbidetzen baitute.

> Europako eraketari zentzua ematen dioten **geografikoki koherenteak diren mugaz bestaldeko espazioek**, Frantziaren eta Espainiaren arteko muga esaterako, **ekipamendu** eta azpiegitura egokiak izan behar dituztela uste du garapen orekatua izan dezaten eta eskualde mailako programazioa defendatzen du lurraldearen egokitzapenari eta garapenari dagokionez.

> subsidiarotasun printzipioa aplikatuz, programazioko agintarien edo/eta eskualdeko gobernuen parte hartze desberdinak ahalbidetzea eskatzen du, baita 3. Helburura bideratutako funtsen jarraipena eta kudeaketa ere.

> Hurrengo programazioaldian koherentsia-politika funtsen kudeaketa eta kontrol prozedurak sinplifikatzea beharrezkoa dela uste du. Eragileen parte hartzea gutxitzen eta zailtzen duten egungo prozesu burokratikoak berregituratuz.

> 2013tik aurrerako **kohesio-politika kontutan hartzea eskatzen da** Europar Batasuneko sektore-politiken barruan, non **mendi inguruko guneen ezaugarri** geografiko bereziek lurraldeko indarra osatzen duten politika boluntarioak eta proiektu garrantzitsuak aurrera eramanez.

Adierazpenaren bidez “PLEren ekarpena Kohesio politikaren etorkizunera (2014- 2020)” dokumentua onartzen dugu

Pirinioetako Lan Elkartearen Ekarpena Kohesio politikaren etorkizunera (2014- 2020)

2010ko urriaren 28a

Pirinioetako Lan Elkartea (PLE) 1983an sortu zen eta Frantzia eta Espainiaren arteko mugan kokatzen diren Eskualdeak eta Autonomia Erkidegoak eta Andorra biltzen ditu. Bere helburua Pirinioen garapena sustatzea da egin diren apustuak kontutan hartuta eta inguruaren aberastasuna zainduz.

2014-2020 aldirako kohesio politikaren etorkizunaren gaineko eztabaida irekita dagoen bitartean, Pirinioetako Lan Elkartek bere ekarpena egin nahi du kooperazio erakunde gisa, 18 milioi biztanle biltzen dituen mugaz gaindiko lurraldearen eragile gisa eta programa operazional baten kudeatzaile gisa.

Europako herrialde guztietan eragina duen krisi ekonomiko sakonak ahuldutako eta identitate-tolesturan erortzeko arriskua dagoen testuinguruan, inoiz baino garrantzitsuagoa da lurraldeen arteko kohesioa eta solidaritatea indartzea. Pirinioetako Lan **Elkartek kohesio politika eta esleitutako aurrekontuak indartzea proposatzen du**, baita politika hori lurraldeetako errealitateetan martxan jartzea, talka indartzeko eta administrazio kudeaketa sinplifikatzeko helburuarekin.

Lisboako Hitzarmenak herri eta eskualde mailan bidea ireki du eta lurralde kohesio printzipioa funtsezkoa denez kohesio ekonomiko eta sozialerako, PLEk, **lurralde dimentsio hori indartzea nahi du**. PLEk Eskualde Batzordearen lana goraiatu nahi du Europako politikak martxan jartzeko subsidiariorotasun printzipioa bermatzeagatik.

Gainera, funtsezkoa iruditzen zaigu **EB 2020 estrategiak proposatutako helburuak lortzeko politika berria**, enplegu, ikerketa eta garapenari dagokionez, baita klimari, energiari, hezkuntzari eta pobreziaren eta bazterketaren aurkako borrokari dagokionez ere. Horren harira, eskualde agintariak, lehentasuna duten Europako politikak martxan jartzeko eta aurreikusteko lehenak izanik, lehentasun horien definiziora eta lurralde-beherapenari hobeto lotuta egon behar dira. Modu berean, PLE bezalako Eskualde taldeek beraien balio handiena ekarri beharko dute politika horiek martxan jartzeko dagokion lurralde mailan. Zentzu horretan Aldaketa Klimatikorako Pirinioetako Behatokiak, PLEko kideek, Pirinioetako aldaketa klimatikoak dituen efektuetara moldatzeko zehaztu diren politikak prestatzeko duten nahia eta gaitasuna erakusten du.

PLEk zenbait printzipioren aurrean duen jarrera azpimarratzen du baita ere:

□ **Kohesio politika bat Europako eskualde guztientzako**

Kohesio politika Europako eskualde taldera zuzendu behar da bere helburuen gauzatzea bermatzeko. Urte askotan zehar, politika honek eskualdeen arteko garapenen

desberdintasunak gutxitzea ahalbidetu du: funtsezko helburu hau aurrera eraman behar da eta hau lortzeko bideak indartu behar dira. Gainera gure lurraldeen artean eskualde barruko desberdintasun handiak daudela azpimarratzea ezinbestekoa da. Zentzu horretan, kohesio politika oreka hobea bermatzeko erabili beharko litzake. Kohesio politika eraginkorra izaten da Europar Batasunaren osotasunean lehiakortasuna handitzera zuzendutako politiken lehentasunak sustatzeko. Ondorioz, Europako eskualde guztiek izan beharko lukete politika hau eta honen baliabideak hazkunde jasangarria eta erantzulea ziurtatzeko Europa osoan.

□ **Lurralde lankidetzaren eta mugaz bestaldeko arloaren indartzea**

Komunitate erakundeek urte asko eta gero, identitate europarra bereziki mugaz bestaldeko espazioetan eraikitzen dela onartzen dute, «elkarrekin bizitzeko balioaren» benetako esperientzia bertan ematen baita. Paraleloki mugaz bestaldeko lurraldeek kooperazio zentzuzko lankidetzaren espazioen barruan, ekonomia, irabaziak eta abantaila kolektiboak lortzeko egituratu behar dira. Zentzu horretan, mugaz gaindiko politika ezinbesteko tresna eta bulkada eraginkorra da lurralde kohesio hobea lortzeko.

Mugaz gaindiko alderdia

Europako eraketari zentzua ematen dioten geografikoki koherenteak diren mugaz bestaldeko espazioek, Frantziaren eta Espainiaren arteko mugaldea esaterako, ekipamendu eta azpiegitura egokiak izan behar dituztela uste du garapen orekatua izan dezaten.

Integratutako garapen programa estrategia erakusten duten, mugaz bestaldeko lankidetzaren egiturek, Europako lurralde lankidetzaren programen kudeaketari eta hauek zuzentzeko moduari dagokionez, legitimotzat hartzen jarraitu behar direla uste du.

Lurralde lankidetzaren kohesio politikaren barruan

PLEk lurralde lankidetzarekin duen lotura azpimarratzen du bereziki eta egungo hiru ardatzak mantentzea gomendatzen du: mugaz bestaldekoa, nazioz bestaldekoa eta eskualde artekoa. Lurraldeen arteko kohesio lotura gisa, Europako lurralde lankidetzaren erraztu eta sustatu behar da, honek, mugek garapen ekonomikoan eta gizarte integrazioan duten talka negatiboa gutxitzea ahalbidetzen baitute.

□ **Eskualde mailako programazioa eta egitura funtsen arteko koordinazio hobea**

Eskualde mailako programazioa

Lurralde espezifikotasunak benetan kontutan hartzean, eskualdeko egitura funtsak modu eraginkorrean kudeatu daitezkeenaren erakusle da PLE. Gainera Europar Batasunaren helburuen eta eskualdeko lehentasun politikoaren arteko artikulazio hobea ahalbidetzen du. Gainera estatuko funtsen programazioari dagokionez, Europako funtsen erabilera estrategikoa erabiltzea ahalbidetzen du.

Gertaera honek ongi ilustratzen du mugaz gaindiko arloan, esperientziak erakutsi duenez, egituratutako proiektuak martxan jartzeko eta finantzatzeko emaitza hobeak izaten ditu hauek eskualde mailan egiteak. Beraz, Europar Batasun mailan lankidetzaren programa bat kudeatzen duen mugaz gaindiko erakunde gisa, adibide bikaina den PLEk eta Espainia-Frantzia-Andorra Mugaz Bestaldeko Lankidetzaren Programak (EFAMBLP) egitura programa garrantzitsuen programazioa ahalbidetu dute mugaz gaindiko espazio honetarako eta baita Europako funtsen erabilera eraginkorra ere. Hala ere, eskualde bat edo lankidetzaren erakunde bat kudeaketa autoritate den kasutik at, gainerako kasuetan, eskualdeko agintaritzak operazioen hautaketa prozesuetatik eta horien jarraipena egitetik kanpo geratu dira. Beharrezkoa da URBACT eta INTERREG IV C bezalako ekinbideetan sakontzea,

eskualdeko agintaritzak laguntza formala eman behar baitie bere eskumeneko proiektuei, kudeaketa autoritateei aurkeztu aurretik.

Artikulazio hobea egitura funtsen artean

Bestalde, PLEk, egitura funtsen koordinazio hobearen gaineko hausnarketa egin behar dela uste du kohesio politikak Batasunean eraginkortasun handiagoa izateko perspektibarekin.

Perspektiba horretatik, FSE kohesio politikan mantentzearen alde agertzen garela adierazten dugu, LGENFrekin batera.

□ **Mendiko guneak gehiago hartzea kontutan**

Mendi guneek dituzten berezitasun geografikoak direla eta, politika boluntarioak eta proiektu garrantzitsuak aurrera eramatea suposatzen du. Berezitasun hauek dira izan ere, gure lurraldeak duen indar handiena eta 2013 eta geroko kohesio politikan garrantzi handia izan beharko luke, Batasuneko sektore-politiken barruan.

Gainera, Lisboako Hitzarpenari esker berezitasun geografiko honi garrantzia emateko eta nabarmentzeko ezinbestekoa iruditzen zaigu, etorkizuneko kohesio politikaren barruan mendiko lurraldeetako errealitate bereziei baliabideak ematen jarraitzea.

Gaur egungo kontrolen gainjarpena gutxitu

Kohesio politikaren funtsen kudeaketa eta kontrol prozedurak sinpletzea behin eta berriro errepikatzen den helburua da programa agirietan eta arautegietan, baina porrot egin du. Hurrengo programazio aldiko desafio garrantzitsuenetariko bat funtsen adiskidekortasun handiagoa lortzea da, hau da, onuradunek ez ditzatela ikusi ezertan laguntzen ez dien burokraziazko zama handiegiz betetako baliabide bezala.



Declaracio dels presidents de la Comunautat de Tralalh dels Pirenèus per l'aprovacio del document adjunt « Contribucion de la Comunautat de Tralalh dels Pirenèus sus l'avenir de la politica de Coesion (2014-2020) »

28 d'octubre de 2010

La Comunautat de Tralalh dels Pirenèus (CTP), nascuda en 1983, amassa las Regions e las Comunautats Autonòmas bordant la frontièra franco-espanhòla e l'Andòrra. A coma objectiu de contribuir al desvolopament dels Pirenèus tot en assegurant la presa en compte de sos enjòcs e la preservacion de sas riquesas.

Mentre que lo debat sus l'avenir de la politica de coesion pel periòde 2014-2020 es dubèrt, la Comunautat de Tralalh dels Pirenèus vòl portar sa contribucion coma organisme de cooperacion, actor d'un territòri transfrontalièr de 18 milions d'abitants e autoritat de gestion d'un programa operacional.

Enfortir la coesion e la solidaritat entre los territòris es mai que mai necessari dins un contèxte fragilitzat per la crisi economica que tòca l'ensemble dels païses europèus e risca de menar a de replecs identitaris. S'agís de tornar donar fisança dins lo projècte de construccion europèa en plaçant lo ciutadan al còr de sas politics.

Atal, la CTP prepausa d'**enfortir la dimension territoriala de la politica de coesion**. Cal que los mejans budgetaris sián a la nautor de las ambicions d'aquesta politica. Per fin de n'afortir l'impacte, cal que complisca dos critèris fundamentals :

- Èsser mesa en òbra al mai prèp de las realitats dels territòris ;
- Facilitar son apropiacion pels ciutadans a través de procediments simplificats.

La Comunautat de Tralalh dels Pirenèus **demanda que las autoritats regionalas sián associadas melhor a lor definicion e a lor declinason territoriala**. Son, d'efièit, las primièras a metre en obra e a anticipar las prioritats politics europèas.

Cal que los organismes de cooperacion, coma la CTP, pòrten lor plusvalua dins aquelas politics, tre lor concepcion. En aquel sens, la creacion de l'Observatòri Pirenenc del Cambiament Climatic mòstra la voluntat e la capacitat dels membres de la CTP a preparar collectivament de politics concertadas d'adaptacion als efieits del cambiament climatic a l'escala de l'ensemble de la cadena dels Pirenèus.

Fòrta de l'experiéncia de gestion del Programa Operacional de Cooperacion Territoriala Espanha-França-Andòrra (POCTEFA), exemple unic, a l'escala de l'Union europèa, d'un regropament de territòris gestionaris d'un programa de cooperacion, la CTP considèra que cal que las **estructuras de cooperacion transfrontalièra** qu'an una estrategia de desvolopament territorial integrat, contunhen a **èsser reconegudas coma legitimas en**

matèria de gestion e de governança dels programats europèus de cooperacion territoriala.

Es en mobilizant los crèdits al mai prèp del terren que se n'acris l'eficacitat e que se dona de sens a l'intervencion europèa alprèp dels ciutadans.

Considerant que :

- las institucions comunautàrias reconeisson dempuèi qualques annadas que l'identitat europèa se bastís tot particularament dins los espacis transfrontalièrs, vertadièras zònas d'experimentacion del « voler viure amassa »
- los territòris transfrontalièrs tendon a s'estructurar dins d'espacis coerents de cooperacion.

La CTP afirma qu'una **politica vertadièra transfrontalièra** es una **aisina eficaça per una melhora coesion territoriala**.

Considerant l'importància del manten e del reforçament de la politica de coesion, la Comunitat de Trabalh dels Pirenèus :

> demanda qu'aquesta politica **s'adrece a l'ensemble de las regions europèas** per fin de perseguir l'objectiu de demesir las inegalitats de desvolopament entre regions e sosténer una creissença durabla e responsabla sus l'ensemble del territòri europèu. De disparitats fòrtas infra-regionalas demòran dins nòstres territòris, atal cal que la politica de coesion siá emplegada a garantir un melhor equilibre. La politica de coesion es tanben un espleit eficaç e necessari per promòure de prioritats politicas qu'an per tòca de far crèisser la competitivitat dins l'ensemble de l'Union Europèa.

> vòl que la novèla politica de coesion **concorra a la capitada dels objectius pausats per l'estrategia UE de 2020**, en matèria d'emplec, de recèrca e de desvolopament, de climat e d'energia, d'educacion, e de luta contra la pauretat e l'exclusion.

> prepausa d'**enfortir la dimension territoriala** consagrada pel Tractat de Lisbona, coma un dels pilars fundamentals de la politica de coesion als costats dels objectius economics e socials. Lo Tractat a, d'efièit, dubèrt la via als escalons locals e regionals en donant, en particular, un ròtle important al Comitè de las Regions, garant del principi de subsidiaritat dins la mesa en òbra de las politicas europèas. En mai, la CTP saluda aquela iniciativa.

> remembra son estacament a l'objectiu de cooperacion territoriala e **preconiza lo manten de las tres parts actualas : transfrontalièr, transnacional e interregional**. Coma aisina de coesion entre los territòris, cal que la cooperacion territoriala europèa siá facilitada e promoguda per que permet de demesir l'impacte negatiu de las frontièras sul desvolopament economic e l'integracion sociala.

> considèra que cal que **los espacis transfrontalièrs geograficament coerents**, coma lo de la frontièra franco-ispano-andorana, que jògan un ròtle de pivòt e donan tot son sens a la construccion europèa, **beneficien d'equipaments estructurants** indispensables a lor desvolopament equilibrat ;e defend una programacion al nivèl regional, gra pertinent per çò qu'es de l'agençament e del desvolopament del territòri

> demanda, en aplicacion del principi de subsidiaritat, que siá facilitada la participacion dels diferents governaments e/o autoritats regionals per la programacion, lo seguit e la gestion dels fonses autrejats a l'Objectiu 3.

> pensa necessari, que del temps del periòde de programacion a venir, los procediments de gestion e de contraròtle dels fonses de la politica de coesion sián simplificats, en tornant estructurar los procediments burocratics actuals que descoratjan e complican la participacion dels agents.

> demanda una **presa en compte mai granda**, dins la politica de coesion pòst-2013 e dins l'ensemble de las politicas sectorialas de l'Union europèa, **de las zònas de montanha** que los especificitats geograficas fan la fòrça de sos territòris e encoratjan a menar de politicas voluntaristas e de projèctes fòrça ambiciosos.

Per aquesta declaracion, aprovam lo document junt que pòrta sus la « Contribucion de la CTP sus l'avenidor de la politica de Coesion (2014-2020)

Contribucion de la Comunitat de Treball dels Pirineus sus l'avenidor de la politica de Coesion (2014-2020)

28 d'octubre de 2010

La Comunitat de Treball dels Pirineus (CTP), nascuda en 1983, amassa las Regions e las Comunitats Autonòmas bordant la frontièra franco-espanhòla e l'Andorra. A coma objectiu de contribuir al desenvolopament dels Pirineus tot en assegurant la presa en compte de sos enjòcs e la preservacion de sas riquesas.

Mentre que s'aprèsta de la revision de la politica de coesion pel periòde 2014-2020, la Comunitat de Treball dels Pirineus vòl portar sa contribucion coma organisme de cooperacion, autoritat de gestion d'un programa operacional e actor d'un territòri transfrontalièr de 18 milions d'estatjants.

Dins un contèxte fragilitzat per la crisi economica prigonda que tòca l'ensemble dels païses europèus, e risca de menar a de replecs identitaris, enfortir la coesion entre los territòris es mai que mai necessari. Atal la Comunitat de Treball dels Pirineus propausa d'enfortir la politica de coesion e los mejans budgetaris qu'i son autrejats e de metre en òbra aquesta politica al mai pròche de çò que son las realitats dels territòris per fin de n'enfortir l'impacte e de ne simplificar la gestion administrativa.

Mentre que lo Tractat de Lisbona a dubèrt la via als escalons locals e regionals en consacrant lo principi de coesion territoriala coma un pilar fonamental a costat de la coesion economica e sociala, la CTP vòl en primièr luòc qu'**aquesta dimension territoriala siá encara enfortida dins lo periòde 2014-2020**. De mai, la CTP saluda lo ròtle important del Comitè de las Regions, garant del principi de subsidiaritat dins la mesa en òbra de las politicas europèas.

Après, nos sembla fonamental que la **novèla politica de coesion concorra a la capitada dels objectius pausats per l'estrategia UE de 2020**, en matèria d'emplec, de recèrca e de desenvolopament, de climat e d'energia, d'educacion, e de luta contra la pauretat e l'exclusion. Respècte a aquò, cal que las autoritats regionalas, que son las primièras a metre en òbra e a anticipar las prioritats politicas europèas sián melhor associadas a la definicion d'aquestas prioritats e a lor declinason territoriala. Del meteis biais, cal que los organismes de cooperacion, coma la CTP, pòscan eles tanben portar lor plusvalua a la concepcion e a la mesa en òbra d'aquestas politicas a l'escalon territorial pertinent. En aquel sens, la creacion de l'Observatòri Pirineenc del Cambiament Climatic ilustra la volontat e la capacitat dels membres de la CTP a preparar collectivament de politicas concertadas d'adaptacion als efèctes del cambiament climatic a l'escala de l'ensemble de la cadena dels Pirineus.

La CTP vòl tanben remembrar son estacament a certans principis :

□ **Una politica de coesion per totas las regions europèas**

Vertadièr prealable per garantir la capitada de sos objectius, cal que la politica de coesion s'adrece a l'ensemble de las regions europèas. Pendent mai d'una annada, aquesta politica a permès de demesir las inegalitats de desenvolopament entre regions : cal qu'aqueste objectiu prioritari siá perseguit e los mejans que ne resultan enfortits. Atal, pareis essencial

de recordar que de disparitats fòrtas infra-regionals subsistisson dins nòstres territòris, e que, per aquò, cal que la politica de coesion siá emplegada per garantir un equilibre melhor. En consequéncia, cal que totes las regions europèas beneficien d'aquesta politica e dels mejans que ne resultan per fin de sosténer una creissença durabla e responsabla sus l'ensemble del territòri europèu.

□ **Cooperacion territoriala e enfortiment de la part transfrontalièra**

Las institucions comunautàrias an integrat dempuèi de nombrosas annadas lo fait que l'identitat europèa se bastís tot particularament dins los espacis transfrontalièrs, zònas vertadièras d'experimentacion del « voler viure amassa ». Parallèlament, los territòris transfrontalièrs an ben consciéncia dels interèsses qu'an a s'estructurar per fin de ne tirar d'economias de nivèls, de beneficis e d'avantatges collectius al dintre d'espacis coerents de cooperacion. Dins aqueste encastre, una politica transfrontalièra vertadièra constituís un espleit indispensable e una aisina eficaça per una melhora coesion territoriala.

Una part transfrontalièra enfortida

Cal que los espacis transfrontalièrs geograficament coerents, coma lo de la frontièra franco-espanhòla, sián enfortits per fin que jòguen entièrament lor ròtle de pivot, donant atal tot son sens a la construccion europèa, e dotant aquestes ensembles dels equipaments estructurants indispensables a lor desvolopament equilibrat.

Cal que las estructuras de cooperacion transfrontalièra qu'an una estrategia de desvolopament territorial integrat, contunhen d'èsser reconegudas coma d'espacis legitims de gestion e de governança dels programas europèus de cooperacion territoriala.

La cooperacion territoriala al còr de la politica de coesion

Mai largament, la CTP remembra son estacament a l'objectiu de cooperacion territoriala e preconisa lo manten de las tres parts actualas : transfrontalièr, transnacional e interregional. Coma aisina de coesion entre los territòris, cal que la cooperacion territoriala europèa siá facilitada e promoguda per que permet de demesir l'impacte negatiu de las frontièras sul desvolopament economic e l'integracion sociala.

□ **Programacion al nivèl regional e melhora coordinacion entre los fonses estructurals**

Una programacion al nivèl regional

La CTP ilustra la capacitat de l'escalon regional a gerir eficaçament los fonses estructurals a través una presa en compte reala de las especificitats territorials. Favorisa tanben una melhora articulacion entre los objectius de l'Union europèa e las prioritats politicas regionalas. De mai, permet una utilizacion estrategica dels fonses europèus a l'esgard de la programacion dels fonses nacionals.

Aqueste constat a trobat una illustracion tota particulara dins la programacion de la part transfrontalièra ja que l'experiéncia a mostrat que l'escalon regional èra lo mai coherent per la mesa en òbra e lo finançament de projèctes estructurants. Atal, la CTP, exemple unic a l'escala de l'Union europèa d'entitat transfrontalièra gestionària d'un programa de cooperacion, lo Programa Operacion de Cooperacion Territoriala Espanha França-Andòrra (POCTEFA) a d'ara endavant permés la programacion de projèctes importants estructurants per aqueste espaci transfrontalièr e una consumacion eficaça dels fonses europèus.

Una melhora articulacion entre los fonses estructurals

La CTP desira, de mai, que siá engatjada una reflexion sus una coordinacion melhora entre los fones estructurals dins l'amira d'una eficaçia mai fòrta de la politica de coesion sul territòri de l'Union.

Dins aquesta amira, afirmam nòstre estacament al manten del FSE dins l'encastre de la politica de coesion en coordinacion amb lo FEDER.

□ **Una presa en compte mai granda de las zònas de montanha**

Las zònas de montanha gaudisson d'especificitats geograficas qu'encoratjan a menar de politics voluntaristas e de projèctes fòrça ambiciosos. Caldriá qu'aquesta especificitat, que fa tanben la fòrça de nòstres territòris, faguès l'objècte d'una reconeissança tota particulara dins la politica de coesion pòst-2013 e dins l'ensemble de las politics sectorialas de l'Union.

D'efièit, e per fin de donar còs a la reconeissença, pel Tractat de Lisbona, d'aquesta especificitat geografica, nos sembla primordial de contunhar a associar de mejans importants a las realitats particularas dels territòris de montanha dins l'encastre de la politica de coesion a venir.